



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.96/916/Add.2
22 septembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE

Cinquantième session

BUDGET-PROGRAMME ANNUEL

2000

ADDITIF 2 - RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF POUR
LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, intitulé "Budget-programme annuel du HCR" (A/AC.96/916 et Add.1). Le Comité était également saisi d'un document de séance sur la révision du règlement de gestion du HCR (EC/49/SC/CRP.25), qui tenait compte d'amendements résultant de décisions du Comité exécutif et de changements introduits en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, ainsi que des efforts d'harmonisation avec les règles de gestion financière de l'ONU. Au cours de l'examen de ces questions, le Comité a rencontré les représentants du Haut-Commissaire qui ont fourni des renseignements supplémentaires.

2. Le rapport du Haut-Commissaire assorti de son additif présente pour la première fois un budget-programme annuel consolidé pour le HCR conformément aux recommandations du Comité consultatif (A/AC.96/900/Add.3), telles qu'elles ont été approuvées par le Comité exécutif. Il convient de rappeler que, comme il était indiqué dans le modèle de budget examiné par le Comité consultatif (EC/49/SC/CRP.5), la présentation initiale du budget-programme annuel pour 2000 devait être transitoire et comprendre des éléments de l'ancienne et de la nouvelle présentation. Le Comité félicite le bureau du Haut-Commissaire d'avoir établi le document relatif au budget unifié conformément à ses recommandations antérieures (voir A/AC.96/916, annexe 1).

3. Comme il l'a déjà noté au paragraphe 3 de son rapport A/AC.96/900/Add.4, il s'agit de continuer à rationaliser et à améliorer les documents budgétaires à la lumière de l'expérience acquise. Par conséquent, le Comité recommande que, dans la présentation du prochain budget, une plus grande attention soit accordée aux moyens de restreindre la taille de ce document. Une des solutions pourrait consister par exemple à réduire sensiblement la deuxième partie, qui contient huit chapitres consacrés aux opérations régionales. À cet égard, le Comité, a été informé en réponse à une demande de sa part, que les renseignements en question pourraient logiquement figurer (quoique de façon moins détaillée que dans le budget-programme annuel) dans l'Appel global du HCR pour 2000; ce document s'appuie sur le budget-programme annuel en ce qu'il a pour objet de mobiliser des ressources pour le budget approuvé par le Comité exécutif. Des renseignements plus détaillés (réalisations, indicateurs, etc.) pourraient apparaître sur le site Web du HCR sur lequel tous ses programmes pour 2000 sont décrits.

4. Le Comité consultatif est persuadé qu'à l'avenir, l'introduction de nouvelles catégories de dépenses dans le budget des dépenses d'appui du HCR (voir par. 17 ci-dessous), permettrait de retirer du budget-programme annuel un grand nombre de tableaux et de textes explicatifs portant sur des catégories de programme qui n'entrent plus en ligne de compte dans la procédure budgétaire unifiée désormais retenue. Par ailleurs, les éléments d'information qui peuvent être déduits des tableaux ne devraient pas être répétés dans les textes explicatifs. Ceux-ci devraient être concis et bien circonscrits : il faudrait autant que possible les remplacer par des graphiques et des diagrammes. La réduction du document des deux tiers par rapport à son volume actuel abaisserait les coûts de production et faciliterait son examen par le CCQAB et son approbation par le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire. De surcroît, en établissant un document plus succinct tenant compte des informations et des données disponibles à une date

postérieure au 31 mai, il ne serait plus nécessaire de publier un additif contenant les données disponibles au 1er août. Cette question devrait également être étudiée.

5. Le Comité consultatif loue les efforts déployés par le bureau du Haut-Commissaire pour choisir des indicateurs d'exécution mesurables, tels que ceux qui apparaissent dans la deuxième partie du document. Le Comité a été informé qu'un système informatisé permettant de contrôler les objectifs des programmes, les produits et les indicateurs d'exécution serait finalement mis en place et relié au nouveau système financier en cours d'élaboration. Le Comité se félicite de cette évolution et entend formuler des observations supplémentaires sur la question à la lumière des résultats de l'opération de rationalisation mentionnée ci-dessus.

6. La population globale relevant de la compétence du HCR connaît naturellement des variations : elle a légèrement diminué en 1998 par rapport à 1997. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 22 du rapport, on comptait à la fin 1998 environ 21,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 11,5 millions de réfugiés, 1,9 million de réfugiés rentrés ou "rapatriés", 1,3 million de demandeurs d'asile et 6,7 millions de personnes faisant partie de certains groupes spécifiques, notamment des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En 1997, le nombre correspondant était de 22,4 millions (A/AC.96/900/Add.3, par. 3). Des chiffres indicatifs de la population relevant de la compétence du HCR en 1998, par région et par pays, figurent à l'annexe 2 du document A/AC.96/916.

7. Le Comité consultatif note que la tendance à la diminution de la population réfugiée prise en charge et des activités connexes dans certaines régions s'est poursuivie (A/AC.96/916, par. 53 à 58). Dans la région des Amériques, par exemple, le HCR a fermé 10 bureaux et réduit le personnel sur le terrain de 40 % pour la période allant de 1997 à 2000 (A/AC.96/916, par. 57). Comme l'indique le rapport mis à jour (additif), cette réduction est compensée par un accroissement des activités dans d'autres régions (Kosovo, par exemple).

Ressources et dépenses

8. Ainsi qu'il ressort des tableaux II.2 et II.10 et des paragraphes 41 et 42 du document A/AC.96/916, le total des ressources mises à la disposition du HCR, toutes sources de fonds confondues, se chiffrait en 1998 à 1 009,6 millions de dollars, dont la contribution de 23,3 millions imputée au budget ordinaire de l'ONU. Le total des dépenses pour 1998 s'élevait à 863,8 millions de dollars (y compris un montant de 23,3 millions de dollars au titre du budget ordinaire de l'ONU). En 1998, 105 millions de dollars ont été dépensés au siège (12 %) et 758,8 millions de dollars sur le terrain (88 %). Au vu de l'État I (recettes et dépenses et évolution des réserves et des soldes pour l'année terminée le 31 décembre 1998) des états financiers vérifiés pour l'exercice achevé le 31 décembre 1998 concernant les fonds constitués au moyen de contributions volontaires gérées par le HCR, le Comité constate que les dépenses totales se sont chiffrées à 842,2 millions de dollars É.-U. contre des recettes totales de 783,6 millions de dollars É.-U., soit un déficit de 58,6 millions de dollars. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 8 du document A/AC.96/900/Add.2 le HCR estimait le déficit pour 1998 à 45,8 millions de dollars É.-U. seulement.

9. Le Comité demande qu'à l'avenir les formulations et les montants figurant dans le rapport relatif au budget concordent avec les montants indiqués dans les états financiers lorsqu'il s'agit d'un exercice financier achevé. En outre, les recettes devraient, dans le document du budget, être ventilées par élément (contributions volontaires, intérêts créditeurs, ajustements de change, autres recettes/recettes diverses, etc.), comme dans l'État I des comptes du HCR.

10. Pour 1999 (au 1er août), les prévisions de recettes révisées toutes sources de fonds confondues se chiffrent à 895,3 millions de dollars É.-U. et les prévisions de dépenses révisées à 1 173,9 millions de dollars É.-U. (dont 19,7 millions de dollars au titre du budget ordinaire de l'ONU), soit un déficit de 158,8 millions de dollars É.-U. (A/AC.96/916/Add.1, tableau révisé II.8), en hausse de 100,2 millions de dollars É.-U. depuis 1998.

11. Pour 2000, ainsi qu'il ressort des tableaux révisés II.1 et II.3 du document A/AC.96/916/Add.1, les projections initiales des ressources totales nécessaires se chiffrent à 933,6 millions de dollars É.-U., dont 903,2 millions de dollars pour le programme annuel (y compris 82,1 millions de dollars pour la réserve des opérations), 20,4 millions de dollars É.-U. au titre des ressources provenant du budget ordinaire de l'ONU et 10 millions de dollars É.-U. au titre du programme relatif aux administrateurs auxiliaires.

12. Le Comité consultatif note que les besoins prévus pour 2000 s'inscrivent dans le cadre d'une tendance continue à la réduction progressive des opérations du HCR dans plusieurs régions, comme on l'a vu au paragraphe 5 ci-dessus. Le total des ressources initiales requises pour 2000 (933,6 millions de dollars É.-U.) est inférieur de 240,3 millions de dollars É.-U. au chiffre de 1 173,9 millions de dollars É.-U. indiqué au titre des besoins financiers révisés pour 1999 (voir A/AC.96/916/Add.1, tableau révisé II.8). Les représentants du Haut-Commissaire ont assuré le Comité que tous les besoins connus avaient été pris en compte dans le projet de programme annuel. De l'avis du Comité, la présentation d'un budget-programme annuel d'ensemble conjuguée à une réserve des opérations fait qu'une estimation réaliste des besoins s'avère indispensable.

13. À ce sujet, le Comité consultatif prend note de l'observation formulée au paragraphe 29 du document A/AC.96/916 selon laquelle "l'objectif primordial de cette opération consistait à identifier les activités qui, de l'avis du HCR, étaient absolument essentielles et que seul le HCR pouvait et devait mettre en oeuvre". Par ailleurs, il est indiqué au paragraphe 30 du même document que "le budget proposé, tel que présenté dans ce document, traduit une première opération d'établissement de priorités". En l'occurrence, et compte tenu de l'expérience de 1998 et des projections pour 1999, le Comité a constaté qu'au vu de la situation actuelle les estimations semblaient réalistes (voir par. 32 et 33 ci-dessous).

14. Les représentants du Haut-Commissaire ont exprimé l'espoir que la nouvelle démarche intégrée ne susciterait pas de problème concernant le versement en temps voulu des contributions au programme annuel et aux programmes supplémentaires. À cet égard, le Comité réaffirme qu'"en soi la nouvelle classification des programmes ne dégagera pas nécessairement davantage de ressources mais elle devrait permettre aux États membres de se faire une idée plus exacte de ce que devrait être le montant global de ressources nécessaires pour l'année à venir" (A/AC.96/900/Add.3, par. 34).

15. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 11 ci-dessus, la réserve des opérations est fixée pour 2000 à 82,1 millions de dollars É.-U., soit 10 % du total des activités au titre des programmes (821,1 millions de dollars É.-U.). De l'avis du Comité consultatif, la viabilité de cette réserve est fonction de son financement. L'approbation du montant de 82,1 millions de dollars par le Comité exécutif devrait s'accompagner d'une décision délibérée de la direction permettant de faire en sorte que la réserve dispose d'actifs liquides suffisants à utiliser en cas de besoin. Le Comité note que, selon l'article 6.6 du règlement de gestion proposé, la réserve est maintenue au niveau plancher de 10 millions de dollars É.-U. par des réapprovisionnements du Fonds de roulement et de garantie. Il serait également prudent, de l'avis du Comité, de reconstituer régulièrement la réserve à mesure que des contributions sont reçues après l'Appel annuel. Le Comité estime que l'existence d'un solde reporté des exercices financiers antérieurs devrait faciliter une telle procédure (voir A/AC.96/916, tableau II.10).

16. Le Comité a été informé que les règles de gestion financière proposées avaient été visées par le service de l'audit du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU. Le Comité recommande que, dans le document relatif au prochain programme annuel, des renseignements soient présentés au sujet de l'évolution et de la liquidité de la réserve.

Budget des dépenses d'appui

17. Comme il est précisé aux paragraphes 8 à 10 du rapport, les catégories de dépenses d'appui "gestion et administration" et "appui aux programmes" sont introduites dans le budget-programme annuel pour la première fois. Le Comité consultatif note que, comme il l'avait demandé, des efforts ont été entrepris pour tenir compte des travaux effectués par d'autres fonds et programmes des Nations Unies (PNUD, UNICEF, FNUAP, etc.) concernant l'harmonisation des structures budgétaires. Le Comité se félicite de ces modifications, mais estime que des améliorations supplémentaires devraient être apportées pour remédier aux diverses insuffisances indiquées ci-après.

18. Selon les estimations initiales pour 2000, le budget des dépenses d'appui se chiffre à 248,3 millions de dollars É.-U., dont 172 millions pour le terrain et 76,3 millions pour le siège (192,4 millions pour l'appui aux programmes et 55,9 millions pour la gestion et l'administration). Le montant de 76,3 millions de dollars É.-U. prévu pour le siège (20,4 millions de dollars É.-U. pour l'appui aux programmes et 55,9 millions de dollars É.-U. pour la gestion et l'administration) comprend 20,4 millions de dollars É.-U. au titre du budget ordinaire de l'ONU, mais ne tient pas compte du coût des bureaux régionaux et des groupes de liaison au siège, estimé à 15,5 millions de dollars É.-U., qui a été inclus dans les estimations pour le terrain (voir A/AC.96/916, par. 744 et 745, et A/AC.96/916/Add.1, tableau révisé II.1).

19. Selon le tableau révisé II.11, les effectifs globaux requis sont - au 1er juillet 1999 - de 4 760 postes pour 2000 (691 pour le siège et 4 069 sur le terrain). Pour le budget révisé de 1999, les besoins en postes se chiffrent à 4 529 (691 au siège et 3 838 sur le terrain), contre 4 769 en 1998 (731 au siège et 4 038 sur le terrain).

20. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 746 du rapport, les estimations initiales des dépenses totales du siège pour 2000 ne tenaient pas compte du coût de 139 postes d'appui aux programmes dans les bureaux régionaux et les groupes de liaison au siège; seuls 551 postes étaient inclus dans l'estimation des besoins du siège. Si le coût des postes prévus pour les bureaux régionaux et les groupes de liaison au siège (15,5 millions de dollars É.-U.) avait été inclus dans ces estimations, le budget du siège se serait chiffré à 91,8 millions de dollars É.-U. (35,9 millions pour l'appui aux programmes et 55,9 millions pour la gestion et l'administration) (voir A/AC.96/916/Add.1, tableau révisé II.1). Pour 1999, les estimations révisées concernant le siège s'élèvent à 92,7 millions de dollars É.-U. dont 19,7 millions de dollars É.-U. au titre du budget ordinaire de l'ONU (voir A/AC.96/916, tableaux II.17 et II.18).

21. Le Comité consultatif juge souhaitable que, dans les présentations ultérieures du budget, le HCR tienne compte du coût de tous les postes installés au siège dans les estimations du budget du siège et simplifie la présentation du tableau II.1. Le HCR pourrait à cet effet adopter une présentation analogue à celle des budgets harmonisés des divers fonds et programmes concernant leurs besoins en ressources et en postes (voir par exemple E/ICEF/1999/AB/L.7, tableaux 3 et 4).

22. Les opérations globales sont estimées à 49,3 millions de dollars É.-U. pour 2000 (A/AC.96/916/Add.1, tableau révisé II.1). Ces opérations sont définies au paragraphe 33 du document A/AC.96/916 comme étant les activités budgétisées au siège mais pour l'ensemble du HCR. Les dépenses correspondantes s'élevaient en 1998 à 32,3 millions de dollars É.-U.; dans le budget révisé de 1999, elles se chiffrent à 45,8 millions de dollars É.-U. et sont intitulées "Autres programmes" (A/AC.96/916, tableau XI.2). Les dépenses de personnel prévues au titre des opérations globales pour 2000 sont de 7,4 millions de dollars É.-U. (A/AC.96/916, tableau XI.5). Sur sa demande, il a été fourni au Comité consultatif des précisions sur les dépenses de personnel correspondant aux opérations globales pour le budget initial de 2000, le budget révisé de 1999 et les dépenses de 1998 (voir l'annexe I du présent rapport).

23. Le Comité consultatif relève au tableau XI.1 du document A/AC.96/916 que l'estimation initiale de 49,3 millions de dollars É.-U. relative aux opérations globales comprend 3,1 millions de dollars É.-U. pour des projets de réinstallation et 500 000 dollars É.-U. au titre du rapatriement librement consenti. Le Comité a cherché à savoir pourquoi les activités mentionnées dans le tableau XI.1 ne pouvaient pas - en partie ou en totalité - être exécutées et gérées sur le terrain. Il lui a été signalé que, comme il ressort des descriptifs des différents projets, la plupart d'entre eux portent sur des cas individuels; pour des raisons d'économie et d'efficacité, ils sont administrés soit à l'échelon régional soit au siège. Les principales opérations de rapatriement et de réinstallation sont imputées aux budgets respectifs par pays.

24. Le Comité note également que, d'ici à la fin de l'an 2000, environ 2,3 millions de dollars É.-U. auront été consacrés, depuis 1998, au développement et à la diffusion des bases de données de documentation du Centre de documentation et de recherche (CDR) (voir également A/AC.96/916,

par. 586 à 589). À cet égard, le Comité a été informé que celles-ci étaient essentiellement destinées au personnel du HCR. Chaque fonctionnaire dispose sur son ordinateur, grâce au CD Ref World, de tous les renseignements voulus sur les questions relatives aux réfugiés. Pour permettre au HCR de s'acquitter plus efficacement de son mandat, il importe au plus haut point que les renseignements figurant sur ce CD soient également mis à la disposition des services de contrôle des frontières, des juristes spécialisés dans les questions d'immigration, des instances judiciaires, etc., susceptibles d'intervenir dans l'instruction des demandes de reconnaissance du statut de réfugié et les décisions connexes. Le HCR compte actuellement 500 abonnés extérieurs à ce service. L'INS (États-Unis), par exemple, a souscrit 125 abonnements; la Commission européenne (CIREA) a décidé que l'élément "pays d'origine" servirait de norme à tous ses États membres pour les questions relatives à la détermination du statut de réfugié. Ces abonnements permettent de dégager 100 000 dollars É.-U. environ par an.

25. Concernant le coût de la documentation et des publications, le Comité consultatif note qu'au paragraphe 585 du rapport, un montant de 1 million de dollars É.-U. est prévu au titre des opérations globales pour la publication du rapport *Les réfugiés dans le monde* pour 1998-2000. Le Comité ne met pas en cause la valeur de cette publication ni celle de publications telles que le rapport global sur les réfugiés. Il estime cependant que le rapport coût-efficacité devrait être un sujet de préoccupation constant et recommande au HCR de recenser les secteurs dans lesquels des économies pourraient être réalisées sans que les objectifs fondamentaux de la documentation et des publications n'en pâtissent. Dans le cadre d'un tel examen, il faudrait également étudier la méthode la plus judicieuse pour diffuser les informations publiées, notamment par des moyens électroniques, tant auprès de la communauté les pays développés donateurs que dans le pays en développement où l'infrastructure requise pour une diffusion électronique risque de faire encore défaut.

26. Le Comité consultatif constate que, du fait de l'introduction de nouvelles catégories de dépenses d'appui, il est difficile de comparer les estimations du budget des dépenses d'appui pour l'an 2000 avec celles de 1999 et 1998. À cela s'ajoute le fait que la restructuration des unités administratives à l'échelon central a influé dans une certaine mesure sur les dépenses du siège, que les estimations relatives au siège pour 2000 ne tiennent pas compte du coût des bureaux géographiques et de diverses activités globales, et que des responsabilités opérationnelles ont apparemment été transférées du siège au personnel sur le terrain. Le Comité a bon espoir que l'évolution des dépenses du siège par rapport à celles du terrain apparaîtra plus nettement à l'avenir lorsque la nouvelle présentation aura été appliquée pendant un certain nombre d'exercices financiers.

27. La réorganisation du siège est exposée au chapitre XII. Le principal changement est intervenu au niveau de la direction du fait de la rationalisation de la chaîne de commandement. Concernant les diverses unités administratives, l'effet des changements et de la rationalisation de ces unités n'est pas clairement précisé dans le document. Le Comité consultatif recommande qu'à l'avenir le rôle des différents groupes du siège intervenant dans l'exécution et la gestion des opérations globales soit clarifié. Des éclaircissements sur ce point pourraient aider le Comité à déterminer

la mesure dans laquelle des efforts ont été entrepris pour remédier aux chevauchements d'activités grâce à une coordination et une collaboration des différentes unités administratives du siège.

Gestion des ressources humaines

28. Le Comité consultatif prend note des initiatives relatives à la gestion des ressources humaines (décentralisation, nouvelles politiques des ressources humaines et organisation des carrières, notamment) évoquées aux paragraphes 651 à 660 du document A/AC.96/916. Il entend suivre les progrès réalisés dans ce domaine et demande que des renseignements sur la mise en oeuvre des initiatives en question soient communiqués dans le prochain projet de budget.

Technologies de l'information

29. La question des technologies de l'information (TI) est examinée aux paragraphes 668 à 680 du rapport. Pour 2000, le budget global prévu pour la mise en place des nouveaux systèmes se chiffre à 17,1 millions de dollars É.-U. Le budget révisé pour 1999 est de 12,3 millions de dollars É.-U. et les dépenses comptabilisées pour 1998 s'établissent à 1,8 million de dollars É.-U. Le Comité consultatif souhaite que dans la prochaine présentation budgétaire, des renseignements concis soient communiqués au sujet du déroulement des projets relatifs aux TI. Ces renseignements ne sont pas nécessairement à inclure dans le document du budget : ils pourraient être présentés au Comité séparément. Le Comité recommande toutefois que le rapport relatif au budget indique les calendriers d'exécution ainsi que le coût total des divers projets. Les renseignements complémentaires demandés permettraient au Comité de suivre l'avancement de ces projets et les dépenses connexes. À cet égard, le Comité fait observer que la vérification des comptes des opérations du HCR pour 1998 a mis en évidence des aspects laissant entrevoir une planification et une exécution irréaliste des projets en matière de TI (voir A/54/5/Add.5, par. 99 à 106). Ainsi que l'ont mentionné les commissaires aux comptes, de nombreuses mesures se rapportant au projet Delphi n'ont pas été appliquées dans les délais initialement envisagés. Les retards enregistrés dans l'exécution des projets relatifs aux TI se traduisent en fin de compte par des surcoûts et pèsent sur l'efficacité des opérations pour lesquelles tel ou tel projet était prévu.

Sécurité et formation du personnel

30. Le Comité consultatif note au tableau XI.B du document A/AC.96/916 que le budget prévu pour la formation du personnel du HCR s'établirait à 4,5 millions de dollars É.-U., à comparer avec les 4,7 millions des estimations révisées pour 1999 et les 5,7 millions de dépenses de 1998. Les montants détaillés correspondant à chaque programme de formation ne sont pas indiqués dans le document. Dans le budget révisé pour 1999, le montant prévu pour la formation aux questions de sécurité est relativement modeste et accuse une baisse par rapport aux dépenses engagées en 1998. De l'avis du Comité consultatif, il faudrait renforcer la collaboration et la coordination interorganisations pour tous les aspects des services relatifs à la sécurité du personnel en vue de promouvoir des normes et des prescriptions uniformes en matière de formation, concernant par exemple le matériel.

31. Le Comité consultatif rappelle à ce propos qu'au paragraphe VIII.39 de son rapport A/54/7 sur le projet de budget-programme de l'ONU pour l'exercice biennal 2000-2001, il a demandé que le Secrétaire général indique avec précision dans le prochain projet de budget les résultats obtenus en ce qui concerne les objectifs énoncés en matière de sécurité au paragraphe 27D.16 du projet de budget-programme, notamment l'élaboration du concept hiérarchique unifié avec les autres villes sièges, les commissions régionales et les fonds et programmes de l'ONU, ainsi que la mise en place d'une structure commune pour l'exercice des fonctions de sécurité. Le Comité a en outre jugé nécessaire d'établir une étude d'experts détaillée sur les besoins liés à la sécurité des locaux de l'ONU et sur la capacité de l'Organisation à y faire face, avec indication des ressources nécessaires à cet effet. Le Comité a demandé que le rapport sur les besoins de l'Organisation dans le domaine de la sécurité lui soit présenté au printemps de l'an 2000.

Conclusion

32. Au paragraphe 13 ci-dessus, le Comité a jugé les prévisions pour 2000 réalistes et n'a donc proposé aucun ajustement du budget-programme. Cette opinion se fonde sur les conditions actuelles dans lesquelles le budget-programme annuel a été élaboré et tient également compte des dépenses engagées en 1998 et des besoins révisés prévus pour 1999. Cependant, le Comité est d'avis que, si les circonstances qui ont servi de base à l'élaboration du budget-programme ne connaissent pas de changements majeurs, le montant des dépenses prévues pour 2000 pourrait diminuer en ce qui concerne diverses activités du HCR. Pour variable que puisse être le nombre de personnes réfugiées prises en charge, le Comité estime que de nombreuses activités actuelles du HCR pourraient, au titre de divers objets de dépense, être exécutées de façon plus économique et plus efficace, ce qui permettrait de réaliser des économies considérables, même en tenant compte des multiples facteurs exceptionnels et particuliers qui influent sur les opérations du Haut-Commissariat.

33. Le Comité des commissaires aux comptes a identifié de nombreux domaines dans lesquels une amélioration de l'efficacité et du contrôle budgétaire s'avérerait bénéfique. Il s'agit par exemple de la gestion plus efficace des projets, secteur dans lequel, rien qu'en 1998, 13 510 000 dollars ont été remboursés par les partenaires opérationnels à la clôture de projets (A/54/5/Add.5, par. 75). L'administration devrait améliorer ses résultats concernant la planification, la conception et la mise en place des systèmes de TI dans les délais voulus. Dès lors qu'un programme annuel a été établi, il convient de mieux faire cadrer les ressources en personnel et le volume des opérations tant au siège que sur le terrain. De l'avis du Comité, les achats, la diffusion de l'information et la gestion des actifs sont autant de domaines qui nécessitent des efforts accrus de la part de la direction du HCR en vue d'achever avec diligence la mise en place des systèmes de contrôle, de façon à tirer plus efficacement parti des ressources humaines et autres. Le Comité a bon espoir que, dans la gestion du budget-programme annuel pour 2000, ces préoccupations et les autres questions soulevées par le Comité des commissaires aux comptes seront dûment prises en considération.

OPÉRATIONS GLOBALES -PRÉCISIONS SUR LES DÉPENSES DE PERSONNEL

ACTIVITÉ	TOTAL	Ventilation par objet de dépense			
		Postes	Personnel temporaire	Consultants	Heures supplémentaires
BUDGET INITIAL POUR 2000					
Département de la protection internationale Réinstallation -Appui sur le terrain	115,0		115,0		
Département des opérations Section de préparation et de réponse aux situations d'urgence *(13 postes -7P & 6SG)	1 309,4	1 295,3	14,1		
Système de gestion des opérations	162,0		29,4	132,2	0,4
Division de la gestion des ressources Départs volontaires	1 600,0		1 600,0		
Dépenses spéciales de personnel	1 800,0		1 800,0		
Mise en place de nouveaux systèmes	1 979,2		907,4	1 069,6	2,2
Autres (mise en place de systèmes sur le terrain)	228,8			228,8	
Formation	245,1		48,2	196,9	
TOTAL du budget pour 2000	7 439,5	1 295,3	4 514,1	1 627,5	2,6
BUDGET RÉVISÉ POUR 1999					
Département de la protection internationale Réinstallation -Appui sur le terrain	165,0		165,0		
Département des opérations Section de préparation et de réponse aux situations d'urgence *(13 postes -7P & 6SG)	1 265,0	1 265,0			
Système de gestion des opérations	175,0		30,0	145,0	
Division de la gestion des ressources Départs volontaires et dépenses spéciales de personnel	3 000,0		3 000,0		
Mise en place de nouveaux systèmes	1 124,4		688,4	436,0	
Autres (mise en place de systèmes sur le terrain)	303,4			303,4	
Formation	313,0		79,8	233,2	
TOTAL du budget révisé pour 1999	6 345,8	1 265,0	3 963,2	1 117,6	-
DÉPENSES ENGAGÉES EN 1998					
Département de la protection internationale Réinstallation -Appui sur le terrain	71,9		71,9		
Département des opérations Section de préparation et de réponse aux situations d'urgence *(14 postes -7P & 7SG)	1 489,6	1 444,1	45,5		
Système de gestion des opérations	439,6		329,9	109,7	
Division de la gestion des ressources Départs volontaires et dépenses spéciales de personnel	3 855,3		3 855,3		
Mise en place de nouveaux systèmes	780,3		197,0	583,3	
Autres (mise en place de systèmes sur le terrain)	364,7		20,0	344,7	
Formation	502,2	91,1	411,1		
TOTAL des dépenses engagées en 1998	7 503,6	1 535,2	4 930,7	1 037,7	-

* Nombre de postes au 1er janvier.
